



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

7° année / N° 299

du 6 au 12 décembre 1988



POLITIQUE

La CNR : La résolution du conflit armé réside dans le dialogue
L'URNG renouvelle son appel au dialogue auprès du gouvernement
On demande une enquête sur la tuerie de paysans
Un hebdomadaire fermé

ECONOMIE

61 millions de dollars prêtés au Guatemala

INSURRECTION

L'URNG a commencé une campagne militaire

MOUVEMENT POPULAIRE

La UASP manifeste
La violence contre les syndicalistes est jugée préoccupante

SITUATION SOCIALE

L'ANEEM : Les conditions de vie des Guatémaltèques sont précaires

REFUGIES

Les réfugiés posent des conditions à leur retour au pays

DROITS DE L'HOMME

Le GAM exige la formation d'une commission d'enquête
La violence a fait 26 victimes dans la semaine

4°P. 12315

POLITIQUE

LA CNR : LA RESOLUTION DU CONFLIT ARME RESIDE DANS LE DIALOGUE

Monseigneur Rodolfo Quezada Toruno, président de la Commission nationale de réconciliation -CNR-, a déclaré le 8 décembre dans la capitale du Costa Rica qu'une solution politique au conflit armé interne par la voie du dialogue éviterait l'augmentation du nombre de morts et de veuves au Guatemala.

Le principal obstacle à l'ouverture du dialogue réside dans les conditions posées par le président Vinicio Cerezo pour y intégrer la guérilla, cette dernière ayant régulièrement manifesté sa volonté de prendre part au processus démocratique.

Le même jour, l'Unité d'action syndicale et populaire -UASP- a rendu publique une plateforme en 12 points qui sera présentée devant les instances du dialogue national. Parmi ces points points figurent la reconnaissance du délit de torture, des disparitions forcées, le refus de paiement de la dette extérieure et des politiques imposées par le Fonds monétaire international.

L'UNRG RENOUVELLE SON APPEL AU DIALOGUE AUPRES DU GOUVERNEMENT

Le 6 décembre, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a rappelé que la réalisation d'un dialogue entre le gouvernement et l'insurrection constitue un préalable indispensable à la mise en place d'un dialogue national constituant une large alliance des forces sociales et proposant un programme pour sortir le pays de la crise.

Selon l'URNG, l'existence d'une guerre imposée par l'armée au peuple est indéniable ; l'armée "ne peut gagner cette guerre" et une solution politique ne peut être trouvée qu'à travers le dialogue. Celui-ci doit permettre de discuter de thèmes tels que la démilitarisation de la population, de la dissolution des patrouilles civiles, répondre aux demandes du peuple et proposer des formules de libre organisation.

L'URNG dénonce par ailleurs les bombardements constants dont est victime la population récemment rapatriée des lotissements de Mayaland et Pueblo Nuevo, à Ixcán dans le département du Quiché (nord-ouest du pays).

ON DEMANDE UNE ENQUETE SUR LA TUERIE DE PAYSANS

Dans un communiqué commun, 9 des 10 partis politiques et 19 organisations populaires de tendances diverses ont demandé à l'Organisation des Etats américains -OEA- l'ouverture d'une enquête "directe et exhaustive" sur la tuerie de 22 paysans du Chimaltenango.

La Représentation unitaire indigène du Guatemala -RUIG- accuse le gouvernement et l'armée d'être les responsables du massacre ; pour la RUIG, cet événement témoigne du mépris des accords d'Esquipulas II, signés par les cinq représentants des pays d'Amérique centrale en août dernier.

On a appris de Washington que les organisations des droits de l'homme ont refusé de prendre en considération les témoignages de trois personnes, présentés par le gouvernement guatémaltèque.

UN HEBDOMADAIRE FERME

Le 9 décembre, le gouvernement guatémaltèque a suspendu la publication hebdomadaire de Tzolkin, supplément littéraire du Journal d'Amérique centrale, accusé d'antimilitarisme.

Une semaine auparavant, Tzolkin avait publié trois poèmes de l'écrivain guatémaltèque Manuel José Arce, mort en exil en 1986, témoignant de la violence politique du pays.

ECONOMIE

61 MILLIONS DE DOLLARS PRETES AU GUATEMALA

Le 8 décembre, la Banque mondiale a octroyé au Guatemala deux prêts d'un montant total de 61,8 millions de dollars, destinés à améliorer le réseau routier et à développer l'enseignement primaire.

Les prêts ont été concédés sur une durée de 20 ans et à un taux d'intérêt variable -actuellement 7,59%-.

INSURRECTION

L'UNRG A COMMENCE UNE CAMPAGNE MILITAIRE

Le 9 décembre, la station de radio Voz popular, organe de l'insurrection, a fait savoir que l'Unité nationale révolutionnaire guatémaltèque avait entamé une campagne militaire dans la région de San Marcos (ouest du pays), au cours de laquelle l'armée avait perdu 25 hommes.

Déclenchée le 3 décembre, cette campagne est la réponse au bombardement effectué par l'armée le 2 décembre au-dessus du volcan Tajumulco, dans le but de détruire les installations de la station de radio qui réalisait son émission hebdomadaire.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA UASP MANIFESTE

Le 10 décembre la Unité d'action syndicale a organisé une manifestation dans la capitale pour protester contre le massacre de 22 paysans du village El Aguacate, dans le Chimaltenango.

Regroupés en face du Palais national, les dirigeants de la UASP, organisation de masse la plus importante du pays, ont exigé du gouvernement l'ouverture d'une enquête sur cette tuerie qui laisse plus de 93 orphelins.

LA VIOLENCE CONTRE LES SYNDICALISTES EST JUGEE PREOCCUPANTE

Lors de la réunion du conseil des travailleurs centraméricains, qui s'est tenue les 9 et 10 décembre dans la capitale guatémaltèque, les dirigeants syndicaux ont fait part de leur préoccupation au sujet des actes violents survenus récemment. Un document réclamant le respect des accords d'ESquipulas II par les gouvernements a été rendu public à la fin de la réunion.

SITUATION SOCIALE

L'ANEEM : LES CONDITIONS DE VIE DES GUATEMALTEQUES SONT PRECAIRES

Selon une étude réalisée par l'Association des enseignants du secondaire (ANEEM) et divulguée le 11 décembre, 1% de la population guatémaltèque possède 80% des terres cultivables du pays, dont la moitié sont d'ailleurs inexploitées. 50% de la population reçoit un revenu annuel per capita de 90 quetzales (environ 33 dollars), 30% de la population urbaine n'a pas de travail et 55% est sous-employée en zone rurale.

La durée moyenne de vie des Guatémaltèques est de 49 ans ; le taux de mortalité est de 16 pour mille, soit l'un des plus élevés de l'hémisphère ; 82% des enfants de moins de cinq ans souffrent de dénutrition.

REFUGIES

LES REFUGIES POSENT DES CONDITIONS A LEUR RETOUR AU PAYS

Selon Miguel Reyes Arévalo, délégué au Campeche de la Commission permanente des réfugiés, plus de 40 mille réfugiés guatémaltèques installés au Mexique pourraient revenir dans leur pays d'origine si le gouvernement du président Vinicio Cerezo acceptait les cinq conditions qui lui ont été transmises par la voie de l'ambassade guatémaltèque au Mexique.

Parmi les conditions posées figurent la reconnaissance du droit à la terre, la garantie de l'intégrité physique et la liberté d'organisation. Les réfugiés demandent également que les communautés d'accueil soient dirigées par des civils et non par des militaires et que le retour à la patrie soit surveillé par des organismes internationaux.

DROITS DE L'HOMME

LE GAM EXIGE LA FORMATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE

Lors du 40° anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, le Groupe d'appui mutuel aux proches de disparus a demandé au gouvernement des explications sur les lieux de détention des disparus ; le GAM a également exigé la formation d'une commission d'enquête et la reconnaissance de la détention-disparition dans la législation guatémaltèque.

Depuis 1954, le peuple guatémaltèque a souffert dans sa chair le non respect de postulats de la déclaration universelle, déclare le GAM ; les annales de l'histoire enregistrent les massacres, génocides, ethnocides, détentions-disparitions, enlèvements et assassinats de milliers de Guatémaltèques.

En ce 40° anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, le GAM demande au gouvernement de respecter les accords de paix d'Esquipulas II et propose que le dialogue national constitue une base de recherche commune et non violente aux problèmes du pays.

LA VIOLENCE A FAIT 26 VICTIMES DANS LA SEMAINE

Selon les informations publiées par la presse locale le 12 décembre, la violence a fait au moins 26 victimes au cours de la semaine écoulée en différents points du pays.

Dans la municipalité de Nueva Concepcion, à Escuintla (sud du pays), six membres supposés appartenir à l'armée ont attaqué une maison et tué Noé Garcí Medrano.